

## Agriculture | Agriculteurs : la mobilisation en Nouvelle-Aquitaine



**Mobilisation des agriculteurs en ce mardi 8 octobre aux quatre coins de l'hexagone et bien sûr en Nouvelle-Aquitaine pour protester contre "l'agri-bashing", les accords internationaux de libre-échange, ou encore les projets de zone de non-traitement pour les pesticides. Tour d'horizon des rassemblements dans notre région...**

Si le message national des organisations syndicales agricoles avait bien mentionné le fait que les concitoyens ne seraient pas impactés directement par cette mobilisation, **en Lot-et-Garonne**, il en a été tout autrement. La Coordination rurale comme à son habitude a mobilisé des centaines d'agriculteurs. Au petit matin, les principaux axes routiers permettant d'accéder au département étaient bloqués. « Le trafic routier était dégradé à cause de tracteurs bloquant la circulation », précisait à 10 h 00 la préfecture de Lot-et-Garonne. Sur l'A62 à Marmande la sortie 5 était fermée. Même scénario pour la sortie 7 à Agen ainsi qu'à Valence d'Agen. Les ronds-points de l'autoroute à Agen et celui de Beauregard étaient également impraticables. La situation est redevenue normale à la mi-journée. Dans le même temps, une délégation de la CR a été reçue par la préfète. « La Préfète de Lot-et-Garonne va faire remonter nos revendications qui sont 'non aux accords de libre-échange et aux ZNT'. Aussi, nous avons fait comprendre que les chambres d'agriculture départementales étaient également en danger à cause de la collecte régionale de l'impôt », a précisé à la sortie de cet entretien le syndicat agricole. Les agriculteurs se sont également rendus devant les sièges de la MSA à Agen et Marmande afin d'y laisser « quelques souvenirs » pour en bloquer l'entrée.



**En Gironde**, la FNSEA avait lancé un appel pour une opération de filtrage au rond-point de Saint-André de Cubzac qui n'a finalement pas eu lieu. Selon Vincent Bougès, président du syndicat Jeunes Agriculteurs de Gironde, « on est solidaire de tous les messages avancés mais on est dans un contexte particulier puisqu'on est encore au cœur des vendanges (et des récoltes), la mobilisation était donc plus complexe à mettre en œuvre ». Quant à la suite, le responsable syndical tempère, « vous dire si on va se joindre à l'action nationale est encore un peu prématuré ». Le directeur de la FDSEA 33, Franck Ballester ajoute que « la prochaine échéance à laquelle on va sûrement participer, c'est celle du 22 octobre ».

**En Charente-Maritime**, une cinquantaine d'agriculteurs de la FNSEA-JA se sont réunis ce matin devant la station d'épuration et de lagunage de Port-Neuf. Un choix qui fait sens, pour Cédric Tranquart, le président de la fédération départementale : « On nous interdit d'être à moins de 150 mètres des habitations, on n'a qu'à faire pareil avec les stations d'épuration et les épandages de boues ! On a préféré démontrer l'absurdité de ce nouveau texte de loi par cette action symbolique plutôt que de prendre les gens qui vont travailler en otage ». Les agriculteurs venus de l'Aunis, notamment, sont tout de même repartis en tracteur par la rocade et la RN11 (direction Niort), créant un petit bouchon vers 12h15. Cette brève opération escargot aura été leur ultime fait d'armes de la journée. La FNSEA attend désormais de voir comment les choses évolueront d'ici le prochain appel à manifester, le 22 octobre. Cédric Tranquart attend notamment de voir si les chartes agricoles, en cours de rédaction à la demande du ministre de l'agriculture, primeront bien sur les autres règles législatives, comme l'avait promis Didier Guillaume. En Charente ils étaient une quarantaine, membres de la Coordination rurale, à se rendre à la préfecture pour faire savoir leur exaspération auprès de la préfète Marie Lajus.



## Poitiers : FNSEA, JA et Coordination rurale en colère

Dans **la Vienne**, une file de tracteurs aux deux carrefours des entrées nord et sud de Poitiers. Ce mardi matin, à l'appel de la FNSEA 86 et des Jeunes Agriculteurs 86, cinquante tracteurs se sont rassemblés au rond-point de la Folie au nord de Poitiers et une trentaine à l'entrée de la zone commerciale du sud de la ville. Leur but était d'interpeller tout le monde sur l'agri-bashing dont la profession est victime. Ils protestaient également contre l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Canada (CETA) et celui avec le Mercosur (marché commun Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay). Ces barrages filtrants ont provoqué quelques ralentissements et des feux de colère ont été allumés sur les carrefours : ils ont été levés en début d'après-midi. De son côté, la Coordination rurale (CR) a organisé une action symbolique en dressant des croix de bois devant l'hôtel de ville de Poitiers pour dénoncer « le génocide paysan ». Les accords du Mercosur et du CETA étaient également dénoncés. Une délégation de la CR a même rencontré le maire de Poitiers pour parler de l'arrêté anti-pesticides qu'il a pris ce lundi 30 septembre et levé ce lundi 7 octobre à la demande de la préfète de la Vienne. Ces trois syndicats contestent l'arrêté anti-pesticides pris par Alain Claeys, le maire de Poitiers. Quant aux manifestants JA et FNSEA, ils ont défilé sur la rocade entre Poitiers-Sud et le Grand Large, perturbant le trafic.



**En Dordogne**, une cinquantaine d'agriculteurs de la FDSEA 24 et des Jeunes Agriculteurs du département ont manifesté ce mardi devant la préfecture de la Dordogne, à Périgueux. Ils ont allumé un "feu de la colère". Cette manifestation fait suite à l'appel national des deux syndicats majoritaires sur le dénigrement perpétuel dont est victime la profession. Une délégation conduite par Pierre-Henri Chanquoi, président des JA et Fabien Joffre, président de la FDSEA a été reçue par le préfet Frédéric Perissat. Fabien Joffre saluait quelques avancées sur l'agribashing. « On a établi un partenariat entre la chambre d'agriculture et la gendarmerie pour tout ce qui était alerte ou vol. En cas d'intrusion dans nos exploitations, l'objectif est que cela aille vite en gendarmerie afin que les gendarmes puissent intervenir rapidement et que le Procureur s'occupe des dossiers et pénalise les gens qui vont dans nos élevages sans autorisation. Sur la chasse, il y a des avancées avec la mise en place de battues administratives systématiques sur des endroits à risque où il y a encore la tuberculose et avec en priorité une éradication du blaireau. »

Sur le photovoltaïque au sol, tous les dossiers du département ont été portés à la connaissance du préfet. Sur les zones de non traitement, les syndicats agricoles vont débiter un gros travail sur la rédaction d'une charte de bon voisinage. « Sur ce sujet, on va travailler dans les prochains mois avec les maires et le Conseil départemental, la fédération de chasse, les présidents de communautés de communes. L'objectif est d'expliquer aux néo-ruraux, nos pratiques, notre fonctionnement en matière d'épandage, de récolte. » En revanche, la profession n'a pas obtenu d'avancées sur la taxe de défrichement : les mesures de dérogation accordées par l'ancienne préfète sont caduques. Autre sujet, le désert vétérinaire : les deux syndicats agricoles ont fait remonter que les services de l'état avaient le droit de recourir à des diplômés Bac+ 2 pour de l'accompagnement dans les élevages dans des missions de prophylaxie, tandis que les vétérinaires ruraux ne peuvent les prendre en apprentissage. Le sujet serait remonté au niveau national.

## Dans les Landes: lassitude... et pédagogie

Dans **les Pyrénées-Atlantiques**, FDSEA 64 et JA avaient prévenus la veille au soir de leur volonté de joindre le mouvement national « France veux-tu encore de tes paysans ? » ce mardi. En fin de matinée, sur 5 sites du département, tracteurs et agriculteurs se sont donc positionnés pour ralentir les automobilistes et marquer le coup de leur lassitude face à « la déconsidération de la population française envers [leur] profession ». « Lynchage médiatique omniprésent, une pression environnementale multipliée depuis quelques années, l'agribashing permanent, des accords internationaux remettant en cause la présence de l'agriculture sur le territoire français », sont parmi les nombreuses causes de ras-le-bol dénoncées par les agriculteurs basques et béarnais, à l'image de leur collègues au niveau national. « A stigmatiser la population agricole, on est en train de faire mourir le monde rural », synthétise l'un d'eux. Et pourtant « ce n'est pas faute de faire des efforts », souligne notamment les représentants des JA 64. Concrètement à Pau, ce sont les secteurs de l'Hippodrome et d'Auchan qui ont été concernés par des ralentissements avec une dizaine de tracteurs présents. À Lescar, la zone commerciale de Quartier libre a vu la mise en place d'un barrage filtrant de tracteurs (4 tracteurs et une quinzaine d'agriculteurs) provoquant un léger ralentissement. A Sauveterre, entre 50 et 60 agriculteurs ont là aussi créé des ralentissements autour de deux ronds-points au sud de la ville. Et enfin à Bayonne, c'est avec un peu plus de colère, qu'une dizaine de tracteurs, ont ralenti le trafic en centre-ville avant que les agriculteurs en manque de reconnaissance sociétale ne déversent un gros stock de pneus sur la place de la mairie.

Même ambiance de « ras-le-bol » dans **les Landes**, où des ralentissements ont été mis en place dans la matinée du côté d'Aire-sur-l'Adour, Hagetmau, ou encore sur la route entre Meilhan et Mont-de-Marsan. Là aussi, les agriculteurs souhaitant « vivre de [leur] métier comme tout le monde » sont lassés de « ne plus savoir quoi faire », lasser « de se faire traiter de bandits, de pollueurs à longueur de journée ». Des agriculteurs pourtant beaux joueurs avec les automobilistes de passage qui

sur certains points de manifestation, se sont vus proposés des filets de Poulet jaunes des Landes, grillés sur des brazéros dressés pour l'occasion. Des produits labellisés d'origine et de qualité, soumis à des réglementations et cahiers des charges stricts. Un genre de pied de nez aux accords de libre échange type Mercosur et Ceta « qui autorisent la commercialisation de produits dont on ne maîtrise rien des conditions de production », pointent les manifestants. La pédagogie, à travers l'explication des savoir-faire et des méthodes de production des éleveurs locaux étaient donc aussi au programme du jour dans les Landes.

Prochain acte de la mobilisation agricole : le 22 octobre...



Claude-Hélène Yvard, Julien Privat, Romain Bêteille, Anne-Lise Durif, Sybille Rousseau, Solène Mé

*Crédit Photo : JP, CHY, C*  
*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 08/10/20*  
*[Url de cet arti](#)*